LE PRÉVOYANT
PUBLIÉ PAR
L'UNION ST. JOSEPH DU CANADA
ORGANE OFFICIEL
SYSTÈME DE COTISATION
FONDÉE 1863
INCORPORÉE 1864.
RÉORGANISÉE EN 1895

VOLUME XVI.—No. 31. OTTAWA, ONT., AVRIL 1914. Abonnement, $1.00 par an

L'âge d'un membre constitue une condition essentielle de son contrat d'assurance; la preuve de l'âge doit être fournie avant le paiement de la police

Le Bilinguisme

Aspect politique et aspect religieux

La question la plus importante qui agite aujourd'hui l'opinion publique, au Canada, est celle du bilinguisme dans l'Ontario. Tant au point de vue politique qu'au point de vue religieux, la solution de cette question aura une répercussion formidable sur la vie nationale canadienne.

Il n'y a pas à se dissimuler la gravité de la situation. Tout l'engrenage politique s'en rend compte; il s'évertue à esquiver un problème qu'il n'a pas le courage de résoudre et qui menace de nuire aux intérêts des partis: bleus et rouges s'entendent comme larrons en foire pour éviter les questions de haute envergure et pour ne pas s'élever au-dessus du terre-à-terre de la politique dite pratique. Mais, il est trop tard pour enterrer le bilinguisme. Les Canadiens-français s'étant mis en tête de résister à l'ukase du pouvoir ontarien, la situation devient de jour en jour plus anormale. Malgré sa bonne contenance de surface, le gouvernement est très embarrassé. Que ses derrières soient fortement appuyés sur le fanatisme, l'orangisme, l'irlandaisisme, admis. N'empêche que la cause du droit, de la justice et de l'équité fait tranquillement son chemin chez l'opinion publique. Par sa parole ferme, franche, convaincante, au service d'une logique limpide, concise, puissante, Henri Bourassa, dont la vaste érudition est aussi incontestable que la courageuse éloquence, jette, à maints endroits du sol ontarien, une semence féconde. Dans sa sphère d'action, l'Association d'Education poursuit humblement, mais opiniâtrément, une propagande vigoureuse. Toutes les sociétés nationales donnent dans le mouvement. Québec nous accorde toujours une sympathie généreuse et effective. Journaux et revues, tant en Amérique qu'en Europe, s'occupent de la lutte de la minorité ontarienne. Et—dernier, mais non moindre détail—les enfants canadiens-français continuent de déguerpir, lorsqu'un inspecteur anglo-protestant vient visiter l'école bilingue catholique.

Au premier plan de notre sphère politique, le bilinguisme est loin d'être au dernier de notre sphère religieuse. Il ne peut en être autrement, puisque c'est un évêque catholique, Sa Grandeur Monseigneur Fallon, qui, à peine arrivé dans le diocèse de London, a commencé bruyamment l'agitation autour de l'école bilingue. Après avoir lancé les premières bombes, il est devenu d'une circonspection vraiment étonnante. Conclure que le calme est la paix serait naïveté. A preuve les déclarations subséquentes, *ejusdem farinae*, de Monseigneur Corbett, et les charges furibondes de Monsieur l'abbé O'Gorman. Ces dernières ont fait plus de bien que de mal à la cause des écoles bilingues: quand le public voit un prêtre catholique étaler pompeusement sa prose dans un journal protestant, sans l'autorisation de son ordinaire, il reste sceptique. Il est vrai que grâce à une logique plus commode qu'à la mode le verbeux anglophile interprète le silence de l'épiscopat ontarien à son endroit comme une manifeste approbation. Avec son lourd bagage de science religieuse et profane apporté d'un bref séjour en Europe, se pourrait-il que le savant abbé ignorât qu'en vertu d'un décret de Rome, nul prêtre ou ecclésiastique ne peut écrire dans les journaux sans soumettre au préalable ses écrits à son évêque? Loin de nous l'intention de chercher chicane à ce zélé Chevalier de Colomb. Qu'il y aille périodiquement de son ergotage. Tout triste que soit ce mirobolant spectacle, il a son côté amusant. *Quos vult Jupiter perdere dementat prius!* Comment ne pas rendre hommage à la candeur avec laquelle Monsieur O'Gorman se réclame de l'approbation des évêques et proclame—comme jadis l'évêque de London le soutenait à l'honorable W. J. Hanna—que l'épiscopat ontarien est opposé au bilinguisme? Pour un pavé d'ours, c'en est un propre! Tout ce que l'on peut reprocher à cet apôtre de l'anglicisation, c'est de contribuer à semer la division au sein du catholicisme ontarien. Il ferait exprès pour mettre l'épiscopat de langue anglaise d'Ontario en mauvaise posture, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

* * *

La solution de la question bilingue ontarienne aura nécessairement un contre-coup énorme sur l'avenir politique du Canada.

Si les droits sacrés de la minorité catholique et française sont sauvegardés, il en résultera un grand bien pour le pays tout entier; s'ils sont méconnus, la Confédération en sera ébranlée jusque dans sa base. Quoi qu'il arrive, les Canadiens-français ne désarmeront pas. Dans cette patrie, où ils ont partout des droits pour le moins égaux à ceux de leurs concitoyens de langue anglaise, ils veulent savoir définitivement si le fameux *fair play* britannique n'est qu'un vain mot. Dans Québec, ils accordent à la minorité anglaise et protestante le contrôle absolu de l'éducation de ses enfants; pourquoi, dans Ontario la majorité anglaise leur ferait-elle subir une persécution odieuse? L'outrecuidance de certaine population anglo-saxonne du Canada est phénoménale: aux Canadiens-français, premiers civilisateurs et défricheurs du pays, nobles descendants de braves écrasés sous le nombre en 1759, loyaux sujets sans lesquels l'Angleterre, par deux reprises, aurait perdu jusqu'au dernier pouce de son empire colonial d'Amérique, libres adhérents au pacte fédératif leur garantissant tous leurs droits civils, politiques, religieux, elle impose un traitement que Rome la superbe n'a jamais songé à infliger aux barbares domptés par ses